



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Laval, le 6 JUIN 2008

AFFAIRE SUIVIE PAR : MME ANNIE SERVAIN

☎ : 02.43.01.51.48

☎ : 02.43.01.51.02

✉ : ANNIE.SERVAIN@MAYENNE.PREF.GOUV.FR

Monsieur le directeur,

Conformément aux dispositions de l'article R. 541-66 du code de l'environnement, vous avez déposé auprès de mes services le 29 juin 2007, complété le 5 novembre 2007 et le 14 février 2008, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « La Malvalière » à Renazé.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous le présent pli, une copie de mon arrêté n°2008-P-754 du 6 juin 2008 autorisant la société S.T.A.R. à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « La Malvalière » sur la commune de Renazé.

J'appelle votre attention sur le fait que toute modification apportée à votre installation, (modification de la liste des déchets admis, augmentation des quantités, prolongation de la durée d'exploitation) doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de mes services.

Mes services sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur Yves RIVAIN
Directeur général opérationnel
Société de Travaux et d'Aménagement
Régionaux
Route de Craon

53 800 – RENAZE

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
Le chef de bureau,


Pascale Goulard

Copie pour :

- M. le directeur départemental de l'équipement de la Mayenne – service ingénierie, sécurité et risque (SISER/IR)
- M. le sous-préfet de Château-Gontier



PREFECTURE DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté n°2008-P- 754 du 6 juin 2008

Autorisant la société **S.T.A.R.**
(Société de Travaux et d'Aménagement Régionaux)
à exploiter une installation de stockage de déchets inertes
au lieu-dit « La Malvalière » sur la commune de Renazé

La préfète de la Mayenne
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.541-30-1, R. 541-65 à R. 541-75 et R. 541-80 à R. 541-82 ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations ;

Vu la demande présentée par M. le directeur de la société STAR en date du 29 juin 2007, complétée le 5 novembre 2007 et le 14 février 2008 ;

Vu l'avis de la subdivision de Laval de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 8 janvier 2008 ;

Vu les demandes d'avis des collectivités territoriales concernées en date du 10 mars 2008 ;

Vu l'avis du président du conseil général de la Mayenne du 4 avril 2008 ;

Vu le rapport de synthèse de la direction départementale de l'équipement du 21 mai 2008 ;

Considérant que le dossier déposé comporte les éléments demandés par l'article R.541-66 du code de l'environnement ;

Considérant que les règles d'exploitation, telles que définies à l'annexe du présent arrêté, permettent de prévenir les inconvénients de l'installation, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne

ARRETE

Article 1^{er} : Objet

La société S.T.A.R., dont le siège social est situé route de Craon Renazé (53800), est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise au lieu-dit « La Malvalière » sur la commune de Renazé dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans son annexe.

Cette installation de stockage doit être réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve des prescriptions ci-dessous ; en particulier, elle sera implantée sur les parcelles suivantes.

Commune	section	Parcelle	Surface (m2)
Renazé	A1	14	160
		15	430
		188	600
		190	51970
Surface totale			53160

Article 2 : Déchets acceptés

Seuls les déchets suivants, mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe, peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).	Code (décret n°2002-540)	Description	Restrictions
Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable
Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que les métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc, peuvent également être admis dans l'installation.

Article 3 : Déchets d'amiante

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ne sont pas acceptés sur ce site.

Article 4 : Durée d'exploitation

L'exploitation est autorisée pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à 20 000 m³.

Article 5 : Quantité annuelle

La quantité maximale pouvant être admise chaque année sur le site est limitée à :
8 000 m³.

Article 6 : Déclaration annuelle

L'exploitant adresse chaque année au Préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site notamment les éventuels effets néfastes constatés ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Article 7 : Règles d'exploitation du site

7.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

7.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

7.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

7.4. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.5. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

7.6. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le ré-aménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

7.7. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

7.8. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
(Référence : article R.541-74 du code de l'environnement)

Article 8 : Conditions d'admission des déchets

8.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

8.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.
(Référence : article R.541-81 du code de l'environnement)

8.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

8.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

8.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe I peuvent être admis.

8.6. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 8.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

8.7. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 8.4 à 8.6.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement européen n°1013/2006 du 14 juin 2006 relatif au transferts de déchets.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

8.8. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

8.9. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

Article 9 : Conditions d'admission des déchets

9.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modèle devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

9.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

9.3. Plan topographique

À la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

Article 10 : Diffusion

Copie du présent arrêté sera notifiée:

- au maire de Renazé ;
- au pétitionnaire,

Copie du présent arrêté sera affiché à la mairie de Renazé.

Article 11 : Exécution

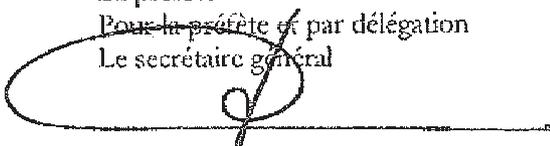
Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Château-Gontier, le directeur départemental de l'équipement et le maire de Renazé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Laval, le **6 JUIN 2008**

La préfète

~~Pour la préfète et par délégation~~

Le secrétaire général


Ludovic GUILLAUME

Annexe I
Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
ILAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

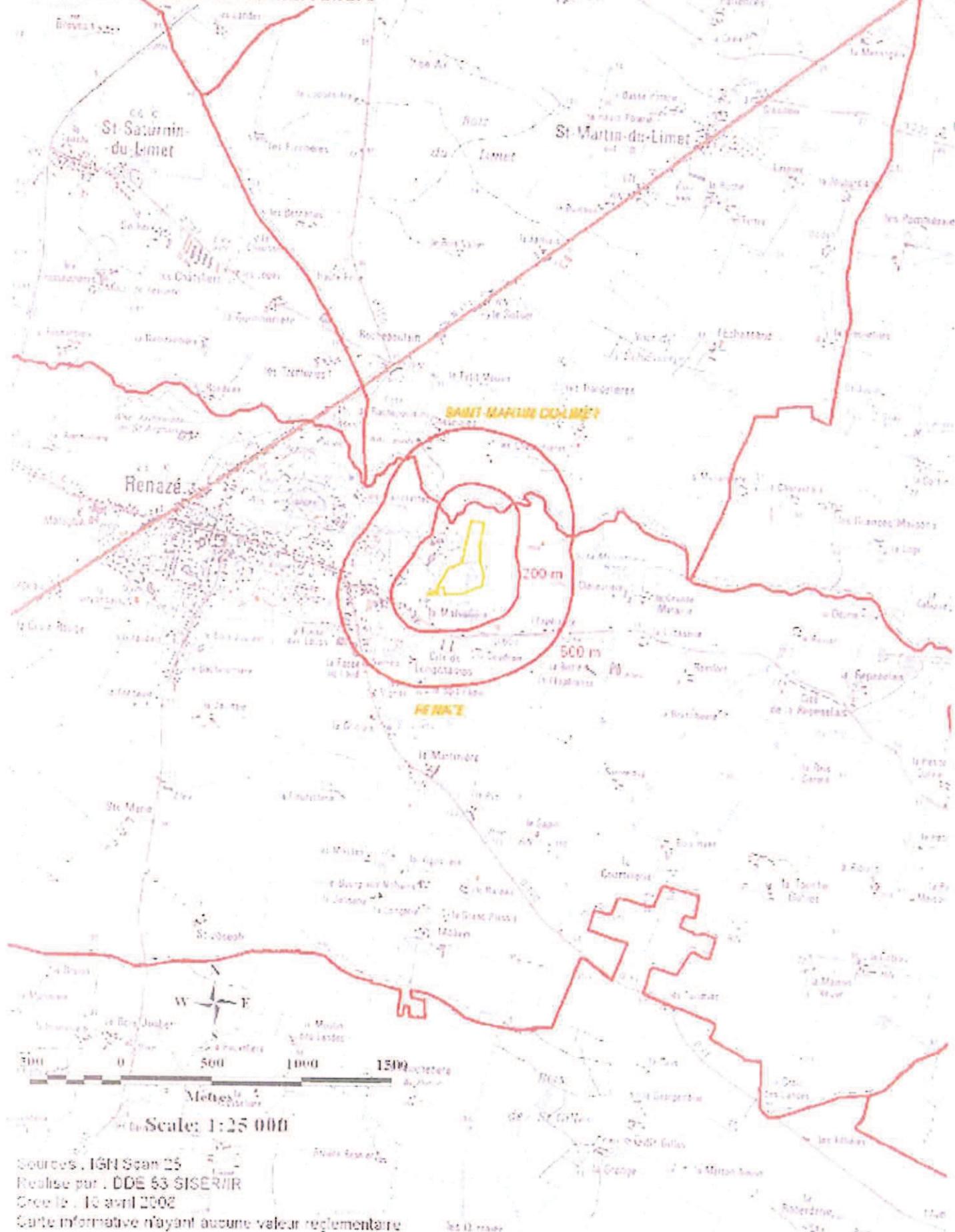
** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.



ISDI exploitée par la S.T.A.R.

direction
départementale
de l'équipement

Commune de Renazé
Lieu-dit la Malvalière



Sources : IGN Scan 25

Réalisé par : DDE 63 SISER/IR

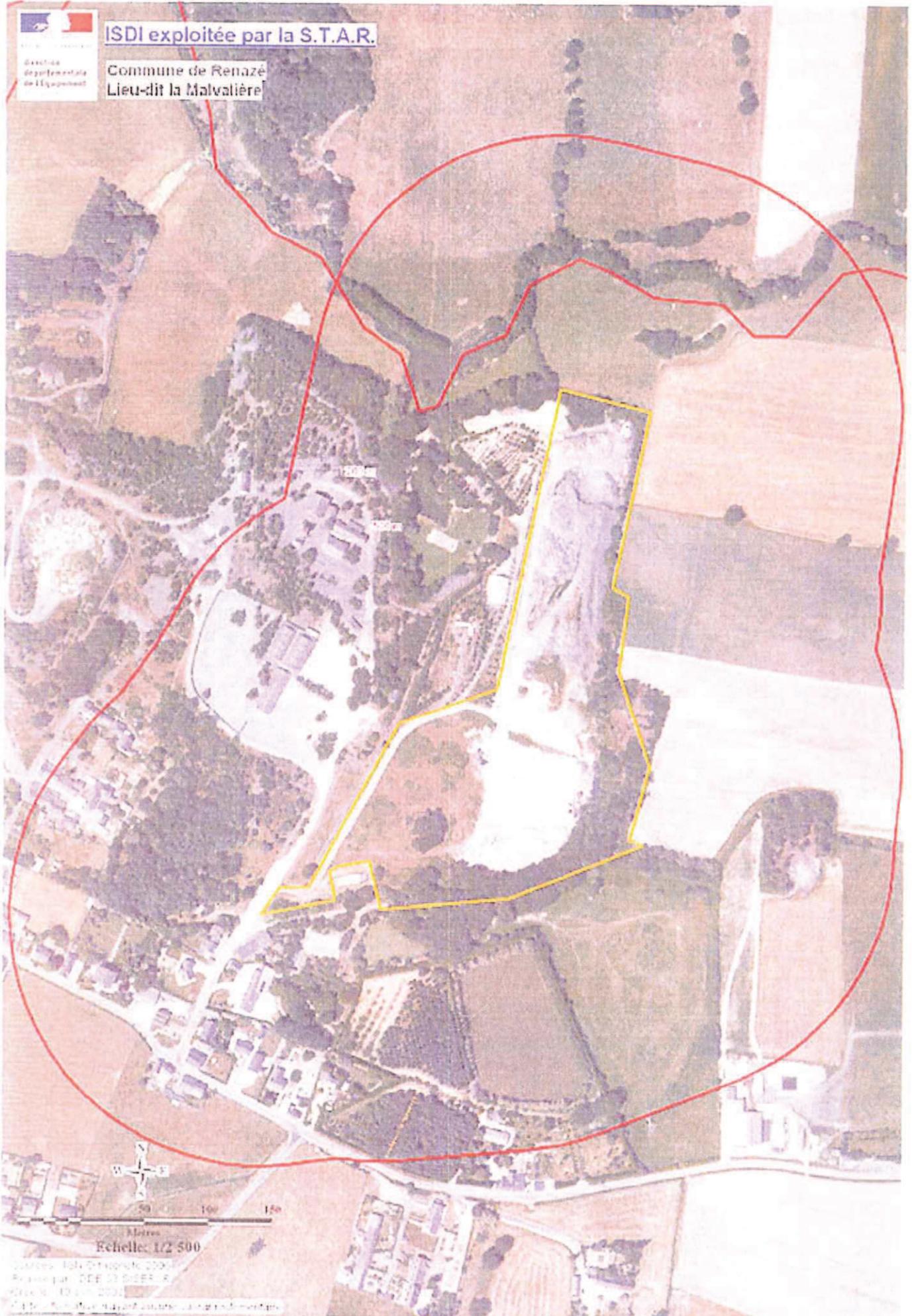
Créé le : 10 avril 2002

Carte informative n'ayant aucune valeur réglementaire



ISDI exploitée par la S.T.A.R.

Commune de Renazé
Lieu-dit la Malvalière



Mètres
Echelle: 1/2 500

Source: IGN, Orthophoto 2001
Révisé par: DDE 03 05/08/04
Date: 13/11/2004
© 1999-2004, tous droits réservés. La reproduction est interdite.

